



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis • (Page 08)

La FED salue la reprise économique

La Fed loue le renforcement «des indicateurs d'activité économique et de l'emploi», mais reste sur ses gardes.

Suisse

Les salaires ont augmenté en 2020

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), les salaires ont davantage augmenté dans le secteur tertiaire que dans le ... • (Page 08)

Fin des travaux de l'ACRAM à Lomé

• (Page 03)

Monnaie

Les avantages du FCFA selon Michel Nadim Kalife

Malgré la stabilité financière qu'il apporte aux pays africains, le franc CFA est régulièrement sous ... • (Page 02)

Conseil des gouverneurs de la BDC

Sani Yaya passe la main à Romuald Wadagni

L'argentier national du Bénin, Romuald Wadagni, succède au ministre togolais de l'économie et des finances, Sani Yaya à la ... • (Page 04)

« Nourrir l'Afrique »

Le continent africain invité à préserver ses terres arables

Le président sénégalais, Macky Sall, a exhorté, jeudi, les États africains à ne pas céder leurs terres arables à des ... • (Page 06)

Projet « New Generation »

L'ONG ADE offre des plants de cacaoyers aux jeunes d'Agou

L'ONG Avenir de l'environnement (ADE), veut redynamiser la filière café et cacao dans la région des ... • (Page 11)

Engagements pour booster le café Robusta



• Enselme Gouthon, président de l'ACRAM

Appui de la BAD au Togo

• (Page 04)

Le PARCOVID soulage les populations vulnérables



Société de conseil

STRATEGIE - CONTROLE DE GESTION - AUDIT
RH - PROJET - CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES
+228 93 70 92 92 | +228 99 62 41 95
contact@atgconsulting.tg

atg
consulting

AMELIORONS ENSEMBLE
LA PERFORMANCE
DE VOTRE ENTREPRISE

RETROUVEZ-NOUS

Monnaie

Les avantages du FCFA selon Michel Nadim Kalife

Malgré la stabilité financière qu'il apporte aux pays africains, le franc CFA est régulièrement sous le feu des critiques. Critiqué, pour le symbole qu'il représente, le franc CFA selon ses détracteurs est un prolongement de la colonisation française en Afrique. Dans une tribune de Michel Nadim Kalife, ce dernier dévoile les avantages de cette monnaie.



• Michel Nadim Kalife

• Emanuel AKAKPO

Régulièrement critiqué comme étant, une violation de la souveraineté des pays africains les empêchant de conduire une politique monétaire autonome, le Franc CFA, selon plusieurs économistes est une monnaie forte utilisée par 14 pays d'Afrique, le Franc CFA, officiellement franc de la communauté financière africaine dans l'espace UEMOA, est l'une des monnaies les plus stables en Afrique. L'avantage principal reste la stabilité. En effet, la création de cette monnaie, étant sous contrôle extérieur permet au pays membre de la zone franc de bénéficier d'une dette publique limitée (moins de 70 % du PIB) et d'une inflation maîtrisée alors que les pays voisins se battent avec une inflation en dents de scie. Pour Michel Nadim Kalife, Économiste togolais et ancien-conseiller de Feu GNASSINGBE Eyadema, « l'Avantage du Franc CFA, est que les investisseurs n'ont pas à s'inquiéter des dévaluations à répétition

de la monnaie nationale. De plus, les banques de la zone FCFA sont rassurées de ne pas perdre en valeur réelle les prêts accordés à leurs clients ». Levier aux processus d'intégration monétaire et économique en Afrique, création de banques centrales, création de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les avantages du franc CFA sont bien visibles pour certains analystes. Malheureusement, cette monnaie est perçue par d'autres comme un obstacle au développement des pays africains. Une situation qui avait amené en octobre 2019, Bruno Lemaire, le ministre français des finances a assuré que la France était ouverte à une réforme ambitieuse du franc CFA, tout en soulignant qu'il revenait aux Etats membres d'en décider. En Afrique de l'Ouest, les pays membre de la CEDEAO (Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) n'ont qu'un seul objectif aujourd'hui en matière de gouvernance économique. Devenir un levier pour une réforme plus approfondie

de la coopération monétaire en Afrique de l'Ouest, autour du projet « Eco » de la CEDEAO. Malheureusement, plusieurs facteurs font douter les rapporteurs de la réalisation à court-terme d'un tel projet. Parmi ces facteurs, l'on note, les réticences du Nigeria considéré jusqu'ici par les économistes comme un poids politique et économique de la région, le défaut de convergence des pays de la CEDEAO, et bien d'autres. Aujourd'hui, certains économistes voient plus loin et proposent de faire évoluer le franc CFA. Une évolution qui passe par l'unification des deux francs CFA, celui de l'Afrique de l'Ouest et celui de l'Afrique centrale, qui à ce jour est non convertible. Aussi, veulent-ils également l'arrimer à d'autres monnaies. Michel Nadim Khalife recommande tout de même qu'il faille tenir compte des conséquences que cela pourrait engendrer.

AUX DÉCIDEURS ...

Travail à distance, nouvelle donne

Le lieu de travail et les modes de travail ont changé avec l'avènement de la COVID-19 qui a imposé le travail à distance comme nouvelle norme pour la plupart des entreprises qui ont dû revoir leurs pratiques pour s'adapter à une approche hybride qui permet aux employés de passer du temps au bureau pour créer des expériences de travail social. Les recherches suggèrent que la pandémie pourrait également façonner d'autres tendances futures sur le lieu de travail. Deux tendances se détachent : la montée du télétravail et de la collaboration virtuelle d'une part et la fracture croissante entre travail formel et informel d'autre part. La pandémie COVID-19 nous a rappelé le grand fossé entre les inégalités et l'exploitation dans les lieux de travail informels. La terrible réalité du chômage est un défi majeur. Le chômage est exacerbé par l'utilisation du secteur informel comme amortisseur. Le marché du travail contractuel a connu une croissance régulière au cours de la dernière décennie. Cette précarisation du travail peut avoir des conséquences positives et négatives. D'un autre côté, des tendances telles que la montée de l'économie des petits boulots, la flexibilité du travail et le travail indépendant constituent une part importante de l'économie en développement et du potentiel de création d'emplois. Face à la pandémie et au rôle clé du travail dans nos vies, il est important de considérer l'impact sur le travail et les lieux de travail. En particulier, nous devrions considérer deux questions : qui travaille et comment ou où travaillent-on ? L'idée de qui travaille est centrée sur les types de travailleurs et leur identité. La pandémie a mis en évidence le fossé entre les types de travailleurs, par exemple ceux des secteurs informel et formel. Les travailleurs des secteurs formels, par exemple, ont bénéficié d'un plus grand soutien de la part de leurs organisations pendant le verrouillage. Les employeurs ont aidé à faciliter les arrangements pour le travail à domicile. Les travailleurs du secteur informel ne bénéficient pas d'un tel soutien. La plupart des travailleurs des pays en développement, y compris l'Afrique du Sud, ne font pas partie de la main-d'œuvre formelle. Ils travaillent dans les secteurs informels et sont souvent qualifiés de travail occasionnel dans des emplois précaires. Mais la précarité offre également une plus grande flexibilité et mobilité pour les plus qualifiés avec un plus grand pouvoir de négociation. En Afrique du Sud, l'économie des petits boulots s'est développée à mesure que de plus en plus de personnes se tournent vers des modalités de travail plus flexibles. Ils se sentent autonomes et la demande de modalités de travail flexibles augmente. Le verrouillage a démontré aux organisations que le travail à distance qui est rendu possible par la technologie est non seulement possible, mais aussi efficace. De plus en plus d'entreprises créent des opportunités de travail à distance. Le pic de précarisation pourrait également contribuer à renverser le paradigme et à stimuler une nouvelle direction sur la manière d'assurer un travail significatif pour tous. Si les dirigeants et les professionnels des ressources humaines peuvent faire évoluer les meilleures pratiques humaines déployées dans le secteur formel, pour servir également l'économie informelle, cela peut ouvrir de nouvelles voies pour stimuler l'autonomisation économique et la vie. Cela appelle à appliquer les normes sur la dignité humaine au travail, telles qu'articulées par l'Organisation internationale du travail et les lois du travail nationales, à la manière dont toutes les personnes dans le cycle de travail sont traitées. Le travail en général sert un objectif plus important que simplement gagner un revenu, mais peut également fournir un sens et un but, un lien social, un statut et une structure. Les chefs d'entreprise peuvent donc contribuer à un leadership responsable tout au long de la chaîne de valeur dans l'écosystème complet du travail. Ce qui compte, ce sont des personnes engagées et efficaces qui peuvent s'épanouir sous un leadership responsable dans une culture de soutien. L'emplacement, tel qu'influencé par la compréhension de la perturbation, devrait faciliter la collaboration et l'engagement, et faire correspondre les résultats attendus avec les travailleurs et leur emplacement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
Populationdata	
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)
CNC	
Pib/hab :	672 Dollars US
populationdata	
Taux d'inflation :	1,7 (2019)
CNC	
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)
BCEAO	
Dette publique :	72% du Pib (2018)
FMI	
Taux de chômage :	3,4% (2015)
PNUD	
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)
MEF	
Notation financière :	« B » (Mai 2019)
Standard & Poor's	
IDH :	0,503 / 1 (2017)
Populationdata	

Fin des travaux de l'ACRAM à Lomé

Engagements pour booster le café Robusta

Tombé de rideaux sur les travaux de la réunion régionale sur les cafés Robusta africains couplée avec la 9ème Assemblée générale de l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) ce vendredi 30 avril 2021 à Lomé. Il ressort des discussions la nécessité de développer la culture du café Robusta et d'aboutir à un meilleur positionnement sur le marché international tout en garantissant un meilleur revenu pour le producteur.

• Joël YANGLLO

« Les résolutions adoptées à l'Assemblée générale constituent à ne pas en douter, une véritable feuille de route devant garantir dans le court, moyen et long termes, une bonne résilience de la filière café Robusta en Afrique et ce, dans un contexte particulièrement sensible », dicit, Abe Talime, Secrétaire général du ministère togolais du commerce, de l'industrie et de la consommation locale en clôturant les travaux de la réunion régionale sur les cafés Robusta africains et de la 9ème Assemblée générale de l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM). C'était le vendredi 30 avril 2021 à Lomé. Cinq jours durant, les participants ont travaillé sur les thématiques aussi diverses que variées relatives au Programme d'appui INTRA-ACP de l'Union Européenne à l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) pour la relance et la promotion du Café Robusta. « En effet, les réunions techniques tenues de lundi à jeudi sur le thème central « Post Covid – 19, quelle approche pour la résilience de la Filière

Café Robusta en Afrique ? » ont permis de faire un tour d'horizon complet sur des préoccupations et défis majeurs des pays membres, des objectifs et approches, les centres d'intérêts des membres et particulièrement la façon dont nous comptons aborder les futures échéances dans le cadre de la mise en œuvre de notre programme commun. Parallèlement, les différentes commissions de l'ACRAM ont travaillé d'arrache-pied sur les questions relatives à la coopération et transfert de technologie, à la promotion du genre et de la jeunesse, puis à l'administration et aux finances », a indiqué Enselme Gouthon, président de l'ACRAM. Ces assises ont également permis d'adopter l'agenda 2020-2021 et du budget de l'exercice 2021 de l'ACRAM.

Création d'un centre de formation sur le café Robusta

Les travaux qui ont méublé ces cinq jours ont été une opportunité pour les participants de décortiquer les thématiques inscrites au programme de façon à en tirer l'essentiel pour un développement durable de la filière café en Afrique.



• Enselme Gouthon, président de l'ACRAM

Au titre de ces thématiques, il est à retenir les questions relatives au renforcement des relations entre l'ACRAM et le Centre International du Commerce pour la finalisation du protocole d'accord ; la mise en activité de l'Académie du café ; la participa-

tion au projet régional sur la promotion de la consommation du café en Afrique ; l'initiation à l'approche de l'alliance pour l'action qui sous-tend la mise en œuvre du programme ACP/UE/ITC ; l'examen des pistes de renforcement de la production et

la consommation locale du café ; les questions relatives au genre et donc au rôle de la femme dans la filière café ainsi qu'à la promotion de la jeunesse.

L'ACRAM en bref

L'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar

(ACRAM) est une Association Internationale sans but lucratif regroupant les opérateurs privés et publics intéressés par la filière café Robusta d'Afrique et de Madagascar. L'ACRAM a été lancée le 20 novembre 2007 à Yaoundé au Cameroun, en marge du 1er Forum africain des cafés et de la 47ème Assemblée générale annuelle de l'Organisation Interafricaine du Café (OIAC). A Libreville le 17 novembre 2008, les représentants des 25 pays membres de l'OIAC ont participé au lancement officiel de l'Agence des Cafés Robustas d'Afrique et de Madagascar (ACRAM), en marge de la 48ème assemblée générale annuelle de l'OIAC. Ses objectifs sont essentiellement la promotion des cafés robustas d'Afrique et de Madagascar, l'amélioration des revenus et des conditions de vie des producteurs, la recherche et la conceptualisation de modèles de développement endogènes, l'appui concret aux opérateurs africains et malgaches. Cameroun, Gabon, Liberia, Centrafrique, Madagascar, Angola, Togo, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, RDC, France, Suisse, sont les pays membres de l'ACRAM.

CMJN



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Appui de la BAD au Togo

Le PARCOVID soulage les populations vulnérables

Dans son plan de riposte à la pandémie de Covid-19, le gouvernement togolais a inscrit les zones rurales à son agenda. Le pays qui a bénéficié du soutien de la Banque africaine de développement (BAD), a couvert d'importantes charges au bénéfice des populations vulnérables, indique un rapport de la Banque sur l'état d'exécution et les résultats du programme publié le 28 avril 2021.



• Eyram AKAKPO

Avec une enveloppe de 27,37 millions de dollars, soit environ 15 milliards FCFA, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD), a approuvé le 24 juillet 2020, un Programme d'appui budgétaire à la riposte au Covid-19 (PARCOVID-19), en faveur du Togo. À mi-parcours de son exécution, le programme a permis de mettre en place des transferts monétaires conséquents au bénéfice des couches sociales les plus vulnérables. Le 1er septembre 2020, quelque 572 852 bénéficiaires étaient enregistrés sur un total de 1 385 787 personnes inscrites, dont 373 858 femmes et 198 994 hommes. Aussi, le PARCOVID a-t-il soutenu l'accès gratuit à l'eau pour ces populations durant la période d'urgence sanitaire ainsi que la mise en place d'un mécanisme similaire pour soutenir les dépenses en milieu rural. Les actions prises par le gouvernement togolais à cet effet concernent les factures d'eau potable et la gratuité des

bornes-fontaines publiques. Le coût du branchement a ainsi chuté d'environ 73 000 à 24 600 CFA. Dans les zones semi-rurales, le programme a contribué à la gratuité de l'eau aux mini-réseaux d'adduction d'eau potable (mini-AEP) et aux postes d'eau autonomes. La gratuité de l'eau au niveau des forages publics a été assurée en milieu rural. Par ailleurs, les populations vulnérables, d'une manière générale ont bénéficié de la gratuité de l'électricité pour une durée de trois mois, du 1er avril au 30 juin 2020 (clients basse tension disposant d'un équipement de comptage deux fils, réglé sur cinq ou dix ampères, pour un usage domestique), la tranche sociale de la facturation d'électricité correspondant à une consommation allant jusqu'à 40 kwh. Au total, 390 978 ménages avec un système de comptage en post-paiement ou prépaiement ont bénéficié au moins une fois de cette mesure. Enfin le PARCOVID a soutenu des mesures d'atténuation de l'impact de la crise sanitaire sur le secteur privé et l'emploi. Au total, près de 13 770

contribuables ont bénéficié de mesures fiscales mise en place fin octobre 2020 par le gouvernement pour une cible initiale de 5 000 personnes. Parmi les mesures adoptées figurent l'exonération des droits et taxes de douane, hors prélèvements communautaires et taxes de prestation de services sur le matériel médical et les produits utilisés exclusivement dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, ou encore le report sur demande du paiement des acomptes des impôts et taxes pour les entreprises des secteurs fortement touchés par la pandémie (transports, hôtellerie-restauration, bars et lieux de loisir et de spectacle). Selon le rapport de la BAD « la mise en œuvre du PARCOVID se poursuit. Les principaux résultats atteints augurent de l'atteinte des objectifs du programme, à savoir le renforcement de la résilience sanitaire et socio-économique du pays par la mise en place des mesures de riposte sanitaire et des mesures d'atténuation des effets socioéconomiques de la pandémie ».

Conseil des gouverneurs de la BIDC

Sani Yaya passe la main à Romuald Wadagni

L'argentier national du Bénin, Romuald Wadagni, succède au ministre togolais de l'économie et des finances, Sani Yaya à la tête du Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC).



• Les ministres Sani Yaya du Togo et Romuald Wadagni du Bénin

• Bernard AFAWOUBO

Le ministre togolais de l'économie et des finances, Sani Yaya a été choisi par ses pairs dans un contexte marqué par la crise sanitaire liée à la covid-19, il y'a de cela un an pour présider le Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC). Il était question de soutenir les pays fortement impactés par la crise sanitaire

d'où la mise en place des mesures de soutien pour les pays en question. Ainsi, un an après, il passe le témoin à son homologue béninois Romuald Wadagni qui présidera le Conseil des gouverneurs de la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC). Au cours de son mandat, les gouverneurs ont élaboré un plan stratégique quinquennal afin de réengager les Etats

membres sur la voie de la reprise économique, tout en définissant une politique de lutte contre la fraude et la corruption. Pour rappel, la BIDC, basée à Lomé, est le principal bras financier de l'Organisation sous-régionale. Sa mission est de contribuer à l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée et prospère.

Matières premières

Bonne nouvelle pour les investisseurs boursiers africains

Depuis début 2021, on note des performances positives pour certaines matières premières. C'est de bon augure pour ceux qui y ont investi, et un bon signal pour des sociétés africaines cotées et les finances publiques.

Plusieurs matières premières qui sont commercialisées par des acteurs économiques africains ont connu des hausses de prix records au cours du mois d'avril 2021, apprend-on d'une analyse publiée par S&P Dow Jones Indices. La réflexion présente l'évolution du S&P GSCI qui est l'indice qui traque pour ses investisseurs, les performances de matières premières telles que le fer, le blé, le soja ou encore le biogaz. Selon l'analyse, ces matières premières ont connu globalement une hausse de valeur de 8,2% au mois d'avril, après +13,7% au terme du premier trimestre de cette année. Au-delà du gain que cela procure aux investisseurs qui ont fait des placements sur cet indice, cette bonne nouvelle reconforte indirectement des entreprises africaines cotées où celles actives sur le conti-



ment. Cette performance indicielle est surtout liée aux bonnes nouvelles en provenance des Etats-Unis, où un tiers de la population a déjà reçu sa deuxième vague de vaccin anti-covid-19. Le chômage recule comparé à ses niveaux records de 2020, et le président Biden exécute son plan de relance de l'économie américaine de plus de 2000 milliards \$. Le boom économique du pays nord-américain vient donc compléter le léger ralentissement que connaît la Chine. En plus des entreprises actives en Afrique sur le segment des matières premières, ce sont les pays de la région dans leur ensemble qui pourront être satisfaits. A la même

période en 2020, les prix des principales matières premières qu'ils commercialisent étaient en baisse. La hausse actuellement attendue signifie plus de revenus pour les budgets et donc plus de ressources pour sortir progressivement de la covid-19. Sur un marché financier comme celui de la BRVM basée à Abidjan, de nombreux clubs d'investisseurs s'intéressent à l'évolution des prix, notamment ceux du caoutchouc ou encore de l'huile de palme, deux principales matières premières produites par d'importantes entreprises de cette bourse régionale. Ainsi les valeurs de Palm CI ou de la Société des caoutchoucs de Grand-Bereby sont respectivement en hausse de 107% et 23,4% depuis le début de l'année 2021.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET POUR LE
BACKTESTING DU MODELE DE NOTATION DE LA BOAD ET L'IMPLEMENTATION D'UN OUTIL
DE TARIFICATION DE LA PRIME DE RISQUE DE CREDIT**

Référence : N°AMI/001/2021/DGR/BOAD

1. La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Elle a été créée par un Accord signé le 14 novembre 1973. Son Siège est à Lomé (Togo).
2. La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses statuts, "de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest".
3. Les interventions de la Banque se font à travers un guichet non marchand (Fonds de développement et de cohésion ou FDC) consacré aux financements concessionnels et un guichet marchand destiné essentiellement aux investissements dans le secteur privé et le secteur public marchand. Outre les deux guichets, un Fonds de Développement de l'Energie (FDE) est opérationnel au niveau de la Banque.
4. Les domaines d'intervention de la BOAD sont diversifiés sur le plan géographique et sectoriels et couvrent i) les infrastructures de transport et de TIC/digitalisation qui favorisent les échanges ; ii) la production et l'accès équitable à l'énergie et aux ressources naturelles ; iii) la production agricole et la sécurité alimentaire ; iv) l'immobilier (y compris les infrastructures touristiques) et l'habitat notamment l'habitat social et v) la santé et l'éducation.
5. La BOAD s'est fixée pour ambition d'être « la Banque de référence, pour un impact durable sur l'intégration et la transformation de l'Afrique de l'Ouest ». Pour réaliser cette vision, un plan stratégique 2021-2025, Plan Djoliba a été validé en septembre 2020 par les organes délibérants de la Banque. Il s'articule autour de trois axes stratégiques opérationnels que sont : (i) l'intégration régionale qui est à la base de la création de la BOAD ; (ii) la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé et (iii) le renforcement de la résilience au changement climatique.

La réalisation des objectifs liés à ces trois axes opérationnels repose sur deux axes transversaux dont l'un couvre le renforcement des ressources financières et une gestion active du bilan.
6. Les formes d'intervention de la Banque comprennent notamment des prêts à court, moyen et long termes pour le financement de projets nationaux ou régionaux.
7. En tant que Banque multilatérale de développement, la BOAD n'est pas soumise à la réglementation mais elle s'attache à s'inspirer constamment des standards internationaux ainsi que des bonnes pratiques au niveau des pairs.
8. La BOAD est notée « Investment grade » par les agences FITCH et MOODY'S. La stratégie de refinancement de la Banque est, depuis 2015, principalement orientée vers le marché financier international sur lequel elle lève des ressources en volumes relativement importants et à des conditions compétitives pour le financement du développement équilibré des pays de l'UEMOA, grâce à cette notation internationale « investment grade » qu'elle se doit de maintenir, voire améliorer.
9. La BOAD élabore ses états financiers conformément aux normes financières internationales (IFRS 9) et a adopté en décembre 2020 un cadre d'appétence aux risques et un modèle de capital économique en cours d'implémentation.
10. En matière de gestion des risques de crédit, la Banque dispose, depuis 2018, d'un système de notation interne constitué de six modèles spécifiques pour chaque segment de son portefeuille d'instruments de dette et d'investissements en capital : Sovereign, Public Corporate, Private Corporate, Corporate Private Equity, Bank et Bank Private Equity.
11. La Banque souhaite recruter un Consultant pour i) procéder à une évaluation indépendante et à un « backtesting » de son système de notation ainsi que des paramètres de risques de crédit (PD, LGD, CCF et COREL) à l'aune des bonnes pratiques des pairs et des standards dans l'industrie bancaire, en vue d'en évaluer la stabilité, le pouvoir prédictif et de sa recalibration éventuellement et ii) implémenter un outil de tarification de la prime de risque de crédit.

12. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la mission en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services : la nature des activités et le nombre d'années d'expérience, les qualifications dans le domaine des prestations et spécifiquement sur les références concernant l'exécution de marchés analogues, l'organisation technique et managériale et les qualifications générales.

13. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer le champ de leurs compétences respectives.

14. Une liste de candidats compris entre six(06) et huit (08), présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par la BOAD ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières sur la base d'une lettre d'invitation à soumissionner qui leur sera transmise pour la réalisation des services requis ; un candidat sera sélectionné selon la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût.

15. La procédure de sélection de la présente manifestation d'intérêt est conduite en application des Directives pour la sélection de Consultants par la Banque Ouest Africaine de Développement.

16. Les candidats retenus/short listés seront évalués sur la base des critères ci-après :

Critère	Note pondérée pour le critère
1. Nature des activités du candidat et relation avec le domaine des prestations (pièce justificative à produire : registre du commerce, statuts, carte d'opérateur économique, ou tout autre document officiel probant).	5
2. Missions pertinentes du candidat en relation avec la mission	85
- Expériences générales du candidat dans le domaine de la gestion des risques en milieu bancaire en particulier en matière de gestion de risque de crédit notamment au sein d'une banque de développement et/ou sur les marchés émergents (fournir les preuves);	20
- Expérience en modélisation du risque de crédit et en backtesting ;	20
- Expériences spécifiques du candidat en matière de mise en place/audit du système de notation interne du risque de crédit (rating, PD, LGD, CCF, COREL) et gouvernance de modèles internes ;	25
- Expériences spécifiques du candidat en matière d'implémentation d'un outil de tarification de la prime de risque de crédit ;	20
Documents de justification à fournir : CV, attestation de bonne fin d'exécution et page de garde et de signature du contrat concerné.	
3. Organisation technique et managériale du candidat (fournir Une description succincte de la méthodologie et du planning proposé pour la mission en cohérence avec la compréhension de la mission).	10
TOTAL	100

La note minimale pour figurer sur la liste restreinte est de 75 points. En cas d'exæquo, le nombre de références analogues à la mission servirait à départager les candidats.

17. Les candidats intéressés par le présent appel à manifestation d'intérêt sont invités à envoyer leurs dossiers, en français (y compris une note décrivant la compréhension de la mission et les modalités de sa mise en œuvre), par courriel en précisant l'objet "Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt – Référence N° AMI/001/2021/DGR/BOAD", au plus tard le vendredi 14 mai 2021 à 16h30 GMT, aux adresses suivantes : osakhoeklo@boad.org ; gmehou@boad.org et kcisse@boad.org.

18. Les candidats intéressés peuvent solliciter et obtenir des informations complémentaires sur la mission, entre 8h30 et 16h30 GMT, auprès des mêmes contacts indiqués ci-haut. S'ils le souhaitent, les candidats peuvent envoyer une copie physique de leurs dossiers sous plis fermés portant l'adresse ci-dessous, en indiquant les références de l'Avis à Manifestation d'Intérêt en caractère bien lisible en français, avant la date limite du vendredi 14 mai 2021 à 16h30 GMT :

Madame le Directeur de la Gestion des Risques (DGR)
Banque Ouest-Africaine de Développement
68, avenue de la Libération
BP 1172 Lomé-TOGO

Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt – Référence N° AMI/001/2021/DGR/BOAD.

Madame Ourèye SAKHO EKLO
Directeur de la Gestion des Risques

« Nourrir l'Afrique »

Le continent africain invité à préserver ses terres arables

Le président sénégalais, Macky Sall, a exhorté, jeudi, les États africains à ne pas céder leurs terres arables à des pays tiers ou à des multinationales, mais à mieux les valoriser afin d'atteindre l'objectif continental de nourrir l'Afrique et d'éliminer la faim d'ici à 2025.

● Nicole ESSO

Macky Sall s'exprimait lors de la première journée du dialogue de haut niveau intitulé, « Nourrir l'Afrique : leadership pour intensifier les innovations réussies », co-organisé jeudi et vendredi par la Banque africaine de développement et le Fonds international de développement agricole (FIDA), en partenariat avec le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) et l'Organisation du système du CGIAR. « L'Afrique n'apprécie pas encore à sa juste valeur son potentiel agricole. Nous ne devons pas céder à la tentation de la vente des terres agricoles africaines », a averti le président sénégalais. « Nous devons plutôt travailler à faire en sorte que l'Afrique nourrisse l'Afrique



et même le reste du monde. L'accès aux crédits et aux financements est indispensable pour réaliser cette ambition. » Alors que 65% des terres arables non cultivées du monde se trouvent en Afrique, le continent importe chaque année des produits alimentaires pour près de 35 milliards de dollars américains. Les importations de produits alimentaires grèvent le budget des États africains et détériorent leur balance des paiements. Un pays comme l'Éthiopie

importe annuellement du blé pour près de 700 millions de dollars américains, le Burkina Faso du riz pour environ 130 millions de dollars et la République démocratique du Congo dépense près de 1,5 milliard de dollars pour importer des produits alimentaires.

Sortir du paradoxe

Pour sortir de ce paradoxe et progresser vers l'ambition de voir l'Afrique nourrir l'Afrique, plus d'une quinzaine de chefs d'État et de

gouvernement, des responsables d'institutions multilatérales, des représentants d'organisations régionales, des experts d'instituts de recherche ainsi que des acteurs du secteur privé et du monde universitaire ont participé à ce dialogue de haut niveau organisé en visioconférence. Les échanges ont permis de réfléchir aux moyens de moderniser l'agriculture africaine pour la faire évoluer d'une agriculture familiale de subsistance vers une agro-

industrie capable d'attirer particulièrement les jeunes Africains et de renforcer les chaînes de valeur. Le dialogue des chefs d'État et les différents panels ont insisté sur l'urgence d'investir massivement dans l'agriculture africaine et de lui faire profiter des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Un vibrant plaidoyer a été prononcé lors des discussions en faveur de l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investissements privés nationaux et étrangers vers l'agriculture africaine. Plusieurs intervenants ont insisté, dans les panels, sur la nécessité de créer les conditions d'accès des produits agricoles aux marchés grâce à la construction d'infrastructures, notamment, routières.

Cinq piliers stratégiques

« Nourrir l'Afrique » fait partie des cinq piliers stratégiques dits « High 5 » de la Banque africaine de développement, dont le Programme de transformation agricole en Afrique (TAAT, en anglais) qui a déjà sorti près de 130 millions d'Africains de la pauvreté. S'adressant à ses collègues chefs d'État africains et aux différents responsables d'institutions sur l'importance du financement de l'agriculture et de la nutrition, le Président Sall a déclaré : "Nous devons mettre en place une facilité de crédit financier pour nos différents établissements. J'espère que cette plateforme contribuera au développement. Cette facilité de crédit pourrait être hébergée à la Banque africaine de développement. Je vous demande de soutenir cela."

Energie renouvelable

Eiffage réalise la plus grande centrale solaire du Bénin

RMT et Eiffage Énergie Systèmes construit la plus grande centrale solaire du Bénin dans le village d'Illoulofin (commune de Pobé)



La Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) a mandaté les équipes d'Eiffage Énergie Systèmes, et notamment celles de notre filiale RMT, pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque et d'une travée haute tension permettant son raccordement sur le réseau électrique national. Baptisé Defissol, le projet de construction de la centrale d'Onigbolo est cofinancé par l'Union européenne (UE), l'Agence française de développement (AFD) et la SBEE. Il devrait permettre au Bénin de réduire sa facture énergétique, tout en valorisant les énergies renouvelables. Dans le cadre du projet Defissol, nos spécialistes RMT vont installer

à Illoulofin 47 212 modules photovoltaïques de 530 Wc chacun (puissance totale de la centrale : 25,85 MWe), des onduleurs strings et six postes de transformation du courant (de 3 MVA chacun). Le chantier est un exemple de la synergie des filiales d'Eiffage Énergie Systèmes puisque les collaborateurs de notre filiale Eiffage Énergie Systèmes T&D se chargeront, quant à eux, de réaliser le raccordement du champ photovoltaïque d'Onigbolo au poste source de Pobé. L'énergie produite sera ainsi injectée dans le réseau de la SBEE via une liaison HTB de 161 kV. La centrale photovoltaïque d'Illoulofin permettra de produire 35 GWh d'électricité par an de façon à couvrir la consommation

énergétique de 180 000 personnes. Projet phare du Programme d'actions du gouvernement (PAG) orchestré par le président de la République du Bénin, Defissol devrait permettre de réduire les émissions de CO2 du pays de 23 000 tonnes par an (ou 575 000 tonnes sur 25 ans, soit la durée de vie estimée des installations). La construction de la centrale solaire sera réalisée en l'espace de 15 mois sur le site d'Onigbolo (26 hectares). À l'issue des travaux, RMT assurera l'assistance technique à l'exploitation et à la maintenance, ainsi que la formation du personnel de la SBEE durant trois ans.

© Eiffage Énergie Systèmes

Afrique de l'Ouest

L'insécurité alimentaire augmente à un rythme préoccupant

En Afrique de l'Ouest, les chocs socio-économiques de ces dernières années ont eu de nombreuses conséquences. De la recrudescence des conflits à la crise du coronavirus, les populations de la région ont vu leur vulnérabilité augmenter.



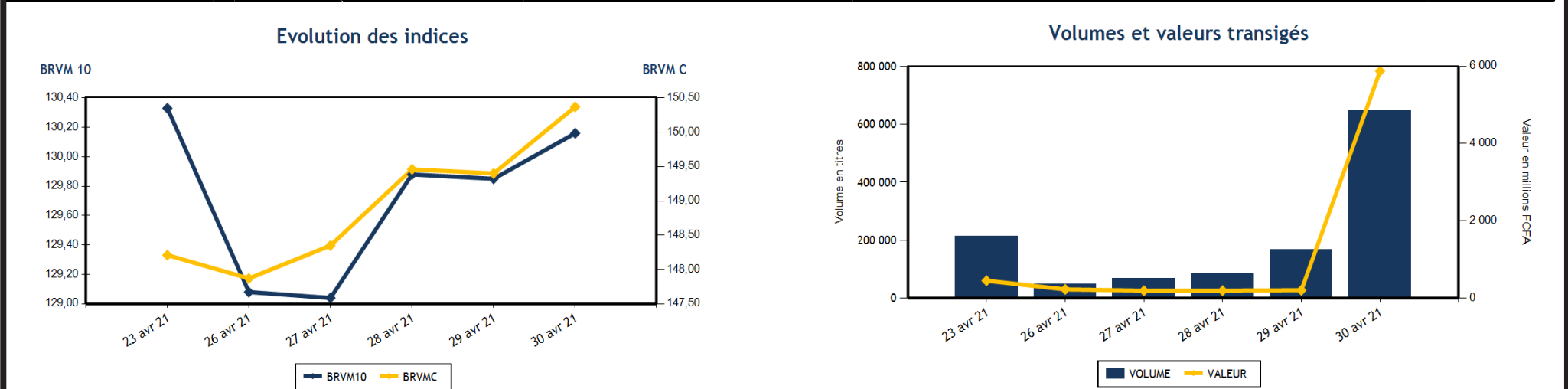
En Afrique de l'Ouest, le nombre de personnes en proie à l'insécurité alimentaire augmente à un rythme préoccupant. D'après le Programme alimentaire mondial (PAM), 31 millions de personnes dans la région pourraient être dans l'incapacité de se nourrir durant la campagne de soudure allant de juin à août prochain. Cet effectif représente une hausse de plus de 30 % par rapport à l'année dernière à la même période et marquerait le niveau le plus élevé depuis une décennie. Pour l'organisme onusien, cette situation est la conséquence de la flambée des prix alimentaires dans la région qui fragilise des populations dont les revenus ont été durement touchés par les perturbations liées aux conflits, à la chute des trans-

ferts de fonds et aux restrictions adoptées pour contenir la propagation du coronavirus. Les prix alimentaires ont notamment grimpé de 40 % par rapport à la moyenne quinquennale et de 30 % depuis l'année dernière. «En Afrique de l'Ouest, les conflits alimentent déjà la faim et la misère. La hausse incessante des prix agit comme un multiplicateur de pauvreté, plongeant des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire et le désespoir. Même lorsque les denrées alimentaires sont disponibles, les familles n'ont tout simplement pas les moyens de s'en procurer et la flambée des prix met le repas de base hors de portée de millions de familles pauvres qui avaient déjà du mal à s'en sortir», explique Chris Nikoi, directeur régio-

nal du PAM pour l'Afrique de l'Ouest. Et d'ajouter : «En attendant que les marchés se stabilisent, l'assistance alimentaire est peut-être la seule source d'espoir pour des millions de familles. Les besoins sont immenses, et si nous ne parvenons pas à réunir les fonds dont nous avons besoin, nous ne pourrions tout simplement pas faire face. Nous ne pouvons pas laisser 2021 devenir l'année de la réduction des rations». Le PAM s'est fixé pour objectif en 2021 de porter assistance à près de 18 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'organisation est en quête de 770 millions \$ pour mener ses opérations sur les 6 prochains mois dans 19 pays de la région.

Avec ecomnewsafrique.com

BRVM 10	130,16	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	150,37
Variation Jour	 0,24 %		Variation Jour	 0,65 %
Variation annuelle	 -0,55 %		Variation annuelle	 3,44 %
N° 84		vendredi 30 avril 2021	Site : www.brvm.org	



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 525 436 064 571	0,65 %
Volume échangé (Actions & Droits)	82 575	-50,29 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	244 463 964	22,54 %
Nombre de titres transigés	39	-7,14 %
Nombre de titres en hausse	22	15,79 %
Nombre de titres en baisse	10	-23,08 %
Nombre de titres inchangés	7	-30,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	6 450	7,50 %	109,42 %
NESTLE CI (NTLC)	1 020	7,37 %	218,75 %
CIE CI (CIEC)	1 690	7,30 %	12,67 %
SOGB CI (SOGC)	2 950	7,27 %	25,53 %
SITAB CI (STBC)	1 120	7,18 %	111,32 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	48,88	2,30 %	34,84 %	11 437	15 375 005	13,63
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	431,59	0,27 %	5,15 %	22 473	137 736 610	8,98
BRVM - FINANCES	15	58,36	0,79 %	-2,72 %	37 195	70 623 739	10,91
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	-6,41 %	-12,60 %	551	751 500	5,46
BRVM - AGRICULTURE	5	134,73	1,90 %	55,69 %	4 706	12 743 830	6,28
BRVM - DISTRIBUTION	7	209,77	1,38 %	-7,36 %	6 202	7 228 990	9,86
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	481,21	6,85 %	39,28 %	11	4 290	2,26
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,82	
Taux de rendement moyen du marché	7,53	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,99	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	171 919,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 065 475 100,97	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 301 418 457 097	-0,02 %
Volume échangé	565 198	182 811,97 %
Valeur transigée (FCFA)	5 631 056 175	200 690,45 %
Nombre de titres transigés	5	150,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 350	-6,57 %	-12,90 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	675	-3,57 %	35,00 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	215	-2,27 %	16,22 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 140	-1,83 %	-2,51 %
SICABLE CI (CABC)	1 260	-1,56 %	24,75 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,10	
Ratio moyen de satisfaction	61,27	
Ratio moyen de tendance	2 923,46	
Ratio moyen de couverture	3,42	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	5,44	
Nombre de SGI participantes	25	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



États-Unis

La FED salue la reprise économique

La Fed loue le renforcement «des indicateurs d'activité économique et de l'emploi», mais reste sur ses gardes.

L'économie américaine se redresse grâce au progrès des vaccinations et les prix augmentent, ce qui n'est que temporaire, a affirmé mercredi la Banque centrale américaine (Fed) qui maintient encore son soutien total à l'économie avec des taux d'intérêt proches de zéro. À l'issue d'une réunion de deux jours, le Comité monétaire (FOMC) a salué «des progrès des vaccinations» aux États-Unis et le renforcement «des indicateurs d'activité économique et de l'emploi». «Les secteurs les plus touchés par la pandémie restent faibles mais ont montré une amélioration», ont encore souligné les responsables de la Fed dans le communiqué publié à l'issue de la réunion. Les perspectives économiques ne sont pas à l'abri «de risques», tempèrent-ils, mais ils ne sont plus «considérables», comme ils l'estimaient lors de la précédente réunion il y a six semaines.

Taux à zéro

À l'unanimité, le Comité monétaire de la Fed maintient ses taux d'intérêt directeurs entre 0% et 0,25% pour soutenir l'économie. Lors de la dernière réunion du comité, en mars, ses membres avaient exclu un relèvement des taux avant 2022. La Fed va aussi continuer à acheter des bons du Trésor à hauteur de 80 milliards de dollars par mois et des titres appuyés sur des créances hypothécaires pour 40 milliards de dollars. Dans son communiqué, le Comité ne donne pas d'indice sur quand la Fed pourrait réduire ces achats d'actifs qui soutiennent l'activité en influant à la baisse sur les taux à long terme. Elle recon-



• La Banque centrale américaine.

naît que l'inflation a accéléré et qu'elle est «sur la voie de dépasser modestement les 2% pour quelque temps», ce qui est son objectif. Mais cette hausse des prix est vue comme le résultat de «facteurs temporaires». En mars, l'inflation, mesurée par l'indice PCE favori de la Fed, qui sera publiée vendredi, devrait faire un bond de 0,5% sur le mois, après +0,2% en février, selon les prévisions des analystes.

«Regardé dans le miroir»

Confiance des consommateurs, ventes immobilières, activité manufacturière, consommation... Les indicateurs témoignant de ce redressement se succèdent. Malgré ce début de reprise économique, le président de la Fed, Jerome Powell, n'a de cesse de rappeler qu'il faudra attendre que l'économie ait retrouvé son rythme de croisière pour que la politique monétaire, accommodante aujourd'hui, soit resserrée, afin de ne pas peser sur la reprise de l'emploi notamment. La Fed veut atteindre un plein-emploi durable et inclusif, et voir l'inflation dépasser pendant un temps la cible de 2% par an, puis

se stabiliser autour de cet objectif. «Les responsables de la Fed ont appris que plus ils laissent l'expansion durer, meilleurs sont les résultats pour les travailleurs les plus marginalisés», affirme Mme Swank. La Fed a «regardé dans le miroir et s'est rendu compte de ses erreurs passées; les hausses de taux préventives laissaient un froid résiduel dans l'économie. L'inflation qu'ils anticipaient ne s'est jamais produite», observe-t-elle. Les responsables de la Fed regarderont, jeudi, la publication d'un indicateur important: la croissance du PIB des États-Unis pour le premier trimestre 2021. Les analystes prévoient une expansion de 6,5% en rythme annualisé. Au quatrième trimestre 2020, le produit intérieur brut avait augmenté de 4%. Mais sur l'ensemble de l'année, le PIB avait reculé de 3,5%, la contraction la plus forte depuis 1946. La réunion n'a pas non plus donné lieu à de nouvelles prévisions économiques. Celles-ci sont attendues lors de la prochaine tenue du Comité monétaire les 15 et 16 juin.

(AFP)

Suisse

Les salaires ont augmenté en 2020

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), les salaires ont davantage augmenté dans le secteur tertiaire que dans le secteur secondaire.

Les salaires effectivement perçus par les salariés (salaires nominaux) ont augmenté en moyenne de 0,8% en 2020 par rapport à 2019. Compte tenu d'un taux d'inflation annuel moyen de -0,7%, les salaires réels, qui représentent le pouvoir d'achat, ont augmenté de 1,5%, selon les calculs de l'Office fédéral de la statistique (OFS). De 2016 à 2020, le rythme annuel moyen de la progression salariale réelle pour l'ensemble des personnes salariées a été de 0,5%. En 2020, les salaires nominaux ont progressé en moyenne de 0,8% par rapport à 2019 (+0,9% en 2019, +0,5% en 2018 et +0,4% en 2017). La modération des augmentations salariales observée depuis 2012, avec des taux annuels inférieurs à +1,0%, s'est confirmée en 2020. En général, les décisions en matière de revalorisation salariale pour l'année 2020 ont été prises en septembre 2019, alors que l'inflation était estimée à +0,4% pour 2020. La crise sanitaire provoquée et le ralentissement conjoncturel qui en a découlé ont eu pour effet un recul du niveau général des prix de 0,7%.

Dans le secondaire et le tertiaire

Les salaires nominaux ont augmenté en moyenne de 0,5% dans le secteur industriel (+0,9% en 2019, +0,3% en 2018 et +0,4% en 2017) se situant ainsi en dessous du



taux global de +0,8% pour l'ensemble de l'économie suisse. Les progressions les plus fortes ont été enregistrées dans la fabrication des produits métalliques (+2,2%) et dans la construction (+0,8%). À l'autre bout de l'échelle, les industries extractives et liées à la production et distribution d'énergie (-1,8%) et la branche du bois, du papier et de l'imprimerie (-0,3%) ont connu un recul. Comme en 2019, le secteur tertiaire a enregistré, en 2020, une augmentation des salaires nominaux de 0,9% (+0,9% en 2019, +0,5% en 2018 et +0,4% en 2017). Les branches ayant bénéficié des hausses nominales les plus élevées sont les suivantes: activités informatiques et services d'information (+2,7%), activités spécialisées, scientifiques et techniques (+2,7%), puis commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+2,1%). Dans le domaine «santé, hébergement médico-social et action sociale», les salaires nominaux ont aug-

menté de 1,7%. Toujours dans le secteur tertiaire, cinq branches ont connu un recul des salaires nominaux, dont celle d'assurance (-2,1%) et celle du commerce de gros (-0,6%).

Hausse des salaires réels de 1,5%

Comme en 2019, le pouvoir d'achat des salaires a une nouvelle fois augmenté en 2020. Le recul général du niveau des prix (-0,7%) conjugué à l'augmentation des salaires nominaux de 0,8% a conduit à une hausse des salaires réels de 1,5% (+1,2% pour le secteur secondaire et +1,6% pour le tertiaire). L'évolution des salaires réels en 2020 s'est située dans une fourchette allant de -1,4% à +3,4%, soulignant ainsi la diversité des dynamiques salariales qui caractérise chaque branche économique.

Avec lematin.ch

Musique en ligne

L'UE accuse Apple d'«abus de position dominante»

La Commission européenne a donné suite à une plainte de Spotify et juge qu'Apple a faussé la concurrence sur le marché de la musique en ligne.

L'UE estime que le géant américain Apple a «faussé la concurrence» sur le marché de la musique en ligne, en «abusant de sa position dominante» pour évincer ses rivaux, selon un acte d'accusation de la Commission européenne publié vendredi. Bruxelles, qui s'inquiète des restrictions imposées par Apple aux utilisateurs comme aux développeurs d'applications, avait ouvert une enquête suite à une plainte de la société suédoise Spotify accusant l'entreprise de Cupertino d'utiliser son App Store de manière déloyale pour promouvoir son

service Apple Music. Dans cet «avis préliminaire» transmis au groupe californien, la Commission critique l'obligation imposée aux développeurs d'applications de musique en ligne de recourir au système de paiement d'Apple, condition sine qua non pour que leurs services soient accessibles dans la boutique App Store du groupe. De même, Bruxelles se dit «préoccupé» par le fait qu'Apple soumet les développeurs d'applications à des «restrictions les empêchant d'informer les utilisateurs des (smartphones) iPhone et (tablettes) iPad d'alternatives potentielles moins chères».

«En fixant des règles strictes sur l'App Store qui désavantagent les services concurrents de musique en ligne, Apple prive les utilisateurs d'alternatives moins onéreuses et fausse la concurrence. Elle le fait en prélevant des commissions élevées sur chaque transaction effectuée via les applications rivales», souligne la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager.

Rébellion croissante

Dans sa plainte déposée en 2019, Spotify reproche à Apple d'imposer un droit de 30% aux services de musique en ligne qui vendent leur abonnement via sa boutique,

ce qui constitue, selon la société suédoise, une violation des règles de concurrence loyale. Apple aura l'occasion de défendre sa position, mais aussi de proposer des réponses aux reproches formulés, avant que l'UE ne rende un verdict final, pouvant aller jusqu'à des amendes ou à l'obligation de changer certaines de ses règles. Apple a pour sa part renvoyé à une déclaration de 2019 soulignant que son App Store avait aidé Spotify à devenir le plus grand service de streaming musical en Europe. Le groupe technologique est confronté à la rébellion croissante d'entreprises du

monde entier face aux conditions d'utilisation de l'App Store, sa plateforme de téléchargement de logiciels pour ses terminaux informatiques et mobiles. Les autorités de la concurrence américaine, britannique et sud-coréenne, s'intéressent également à la question. Cette affaire intervient au moment où Apple se prépare à une bataille épique avec Facebook sur sa nouvelle politique visant à mieux protéger les données personnelles des utilisateurs d'iPhone. L'affaire est une des quatre ouvertes l'année passée par la Commission européenne contre Apple.

Apple se défend

Apple, accusé vendredi par l'UE d'avoir «abusé de sa position dominante» sur le marché de la musique en ligne, a estimé que son rival Spotify voulait profiter des atouts de sa boutique d'applications App Store «sans payer». Le suédois Spotify «veut tous les avantages de l'App Store mais ne pense pas qu'il doive payer quoi que ce soit pour ça», s'est justifié le groupe californien dans un communiqué, jugeant les arguments de Bruxelles «contraires à une concurrence équitable».

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le tech	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Les astres vous donneront la lucidité et le sens des réalités nécessaires pour mener rondement vos diverses affaires. Vous effectuerez des opérations financières habiles ou des placements sûrs, vous donnant ainsi des chances d'améliorer votre situation matérielle.

Taureau De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitiez.

Gémeaux C'est un fait incontestable : l'argent peut bien rendre notre vie plus confortable à plusieurs égards. Mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Les astres vous conseilleront donc ce jour d'accorder moins d'importance aux gains pécuniaires et de rechercher le contentement et la paix de l'âme. Ils vous diront qu' "en face du vrai bonheur, les richesses valent l'ombre d'une fumée" (Sophocle).

Cancer Attention ! Votre optimisme actuel, qui frise allègrement la griserie, pourrait vous incliner à faire des emprunts au remboursement desquels vous ne pourriez faire face plus tard. Évitez comme la peste les dépenses de prestige.

Lion Il vous arrive parfois d'être très généreux puis, à d'autres moments, d'être incroyablement près de vos sous. Ce jour vous aurez les moyens de ne pas avoir de problèmes d'argent. Pour une fois, vous pourrez suivre vos impulsions sans avoir à calculer. Vous adorez dépenser : ce sera le moment ! Quelqu'un qui vous aime volera même à votre secours si vraiment vous allez trop loin.

Vierge La planète de la "baraka", Jupiter, pourra vous valoir un bon coup de chance sur le plan financier. Tenez-vous prêt pour sauter sur l'occasion. Vous aurez aussi sans doute la possibilité de faire de bonnes affaires.

Balance Il existe des risques pour vous sur le plan financier, car les aspects de Neptune vous seront contraires. Soyez très prudent ; il faudra vous confiner strictement dans le réalisme et éviter les spéculations n'offrant pas suffisamment de garantie. Les associations ne vous seront pas très favorables pour le moment.

Scorpion Cet aspect de Jupiter sera à l'origine de vos soucis d'argent. Vous devrez vous montrer très vigilant dans vos dépenses afin que vos fins de mois ne tournent pas au cauchemar. Méfiez-vous de la publicité et des promotions ; ne feuillotez surtout pas des catalogues de vente.

Sagittaire Vos secteurs financiers seront influencés par des planètes favorables, comme Jupiter et Pluton, qui décupleront les gains. Mais aussi par des astres plus inquiétants, tel Saturne, qui pourraient faire de vous un panier percé ! Mais votre sort sera en fin de compte entre vos mains : si vous agissez avec prudence et évitez les placements trop aléatoires et les dépenses futiles, vous devriez arrondir votre capital. Dans le cas contraire...

Capricorne Concernant vos finances, méfiez-vous des opérations mal préparées et des transactions hasardeuses. Vos imprudences pourraient vous coûter cher ! En revanche, n'hésitez pas à prendre quelques risques bien calculés.

Verseau Quelques petits problèmes d'ordre financier vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus raisonnable pour éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

Poissons Avec la planète Mercure en bonne position dans votre Ciel, des gains grâce à la chance pure sont tout à fait possibles. Vous auriez raison de jouer, mais à condition de ne risquer que ce que vous pouvez vous permettre de perdre sans vous retrouver immédiatement sous le pont du clochard. S'il s'agit d'un jeu de nombres, n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madje Wellde AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

AVIS DE DECES

Le Chef du village d'Agonko, Grand-Popo du Bénin
La famille MONTCHO du Togo et du Bénin
La famille SOSSOU-KISSE du Bénin
Le Chef de la famille KPODAR
Togbui AMEDON Holali Chef quartier Hedze-Kpota
Togbui KOUDEKA Kodjo, Chef du quartier Bè-Kpota Atsantsimé
Le Révérend Père Michel BADAGBOR Curé de la paroisse
Sainte Maria-Goretti de Bè-Kpota et ses vicaires et le C P P
Le Révérend Père Désiré KPODAR Administrateur de la
Cathédrale Sacré Cœur Jésus à Lomé
Les Révérendes sœurs de Sainte carole
La Chorale Jeunesse Catholique Charité de Bè-Kpota
La famille KOUTOUATI du Togo
La famille MAGBLENOU du Togo et du Bénin
La famille GERALDO du Togo

Les enfants du défunt

Mme MONTCHO-AHAMA Goussivi Léopoldine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AHOUISSOU Gbedessi Patricia, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-LAWSON-HECHELI Ayaba Honorine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-ADJAVUVU Ablavi Evelyne, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AMOUSSOU Tchotcho Reine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AFAWOUBO Goussi Victoire, son époux et leur enfant
M. MONTCHO Goudjo André ses frères, sœurs, cousins, cousines, et leurs enfants
Veuve TCHABA Chérifatou née GERALDO ses frères, sœurs, cousins, cousines et leurs enfants

Les familles : KPODAR, GERALDO, ABALO, AHAMA, AHOUISSOU, LAWSON-HECHELI, ADJAVUVU, AMOUSSOU, AFAWOUBO, AGBONAGBAN, KELLY, DOYIGAH, ABALLO-AZIANKUI, VIVO-KINI, SEGLA, KAKPO, BLUKOUTOU, BIAM, BROOHM, AMEDON, LAWSON-DJITO, GOKOUNOUS, KOUDEGNAN, MONDJI, KASSA, TOGBE, ATANLEY, AMOUZOUVI, KEKE, PUGN, COMLANVI, SEMEHA, SEKAYA, AGBOSSOU, AKPOTO, WALLACE, ADEBAYOR,

BABATUNDE, SOUBEROU, ALEMDZRODO, AMEGANVI,

Les familles parentes alliées et amies,

profondément touchées par les nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de leur très cher et regretté :



MONTCHO AGOSSOU COSME

dit *COSMAS*

*Mécanicien-Conducteur d'engins lourds
à DYWITO à la retraite, survenu le 06 Avril 2021
au CHU Sylvanus Olympio
dans sa 80 ème année*

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient

d'assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront suivant le programme ci-après :

PROGRAMME DES OBSEQUES

Vendredi 07 Mai 2021

16h 00 : Messe veillée en la paroisse Sainte Maria Goretti de Bè-Kpota
18h 00 : Exposition du corps au domicile du défunt

Samedi 08 Mai 2021

08h 00 : Levée du corps
08h 30 : Oraison funèbre
09h 00 : Messe d'enterrement suivie de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota
11h 00 : Sortie de deuil

Dimanche 09 mai 2021

08 h 15 : Messe d'action de grâce en la même paroisse

Maison mortuaire

Maison du feu MONTCHO Agossou Cosme, von en face de la Pharmacie Miséricorde en allant vers la clôture de l'aéroport.

NB : Respect strict des mesures barrières

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56

Célébration du 1er mai

Messages des premières autorités togolaises

Le Togo pour la deuxième fois consécutive à célébré la fête des travailleurs dans la sobriété, en raison des restrictions sanitaire liées à la covid-19. Malgré les nombreuses interdictions, les premières autorités du pays n'ont pas manqué d'adresser leurs vœux à leurs concitoyens.

● Eyram AKAKPO

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a souhaité une bonne fête à tous ses concitoyens et encouragé tous les travailleurs. « Je souhaite une bonne fête du travail à tous nos concitoyens au Togo, et partout dans le monde. En ce jour spécial, j'exprime à tous les travailleurs, grands artisans du développement et fervents bâtisseurs de notre cher pays, une reconnaissance méritée », a indiqué Faure Gnassingbé. « J'encourage chacun et chacune de nos compatriotes qui, par leur labeur, apportent chaque jour leur pierre à la construction d'une nation prospère », a-t-il ajouté. La présidente de l'Assemblée nationale, Chantal Yawa Tsègan, pour sa part a salué le dévouement et le professionnalisme dont fait preuve



le personnel de son institution. « Je me réjouis des efforts fournis ainsi que du professionnalisme constant dont vous faites preuve au quotidien pour une administration parlementaire plus performante et plus représentative », a-t-elle déclaré, affirmant que leur « ardeur au travail permet à l'Assemblée nationale de répondre efficacement à sa mission et de participer davantage au processus de réformes et de modernisation amorcées par notre pays le Togo, en lien avec la vision du Président de la République, son Excel-

lence M. Faure Essozimna Gnassingbé ». « Puisse notre devise nationale « Travail, liberté, patrie » continuer de nous guider à travailler sans relâche à la construction d'un Togo uni et prospère » a-t-elle conclu. Pour le premier ministre Victoire Tomegah-Dogbé, « le travail est le moyen par lequel nous assurerons le bien-être et l'inclusion pour tous ». Elle a par ailleurs affiché ses envies de célébrer cette fête avec « tous ceux et celles qui soignent, créent, éduquent, produisent et transforment ce que nous consommons ».

Environnement

1500 foyers améliorés vulgarisés dans 7 Eco-villages

1500 foyers améliorés, avec une grande efficacité énergétique et des émissions de CO2 sensiblement réduits, ont été lancés ce 26 avril 2021 à Ando-Kpomey, (65 km) au Nord-Ouest de Lomé dans la préfecture de l'Avé. Initiative du ministère de l'environnement et des ressources forestières, les poêles ont le potentiel de révolutionner les pratiques de cuisson dans les sept (7) écovillages que compte le pays.

C'est le Lt Col. DIMIZOU Koffi, secrétaire général du ministère de l'environnement et des ressources forestières qui a donné le ton de cette distribution, prévue pour se poursuivre dans les autres localités. Les femmes d'Ando-Kpomey, étaient visiblement fières pour avoir reçues chacune un foyer amélioré. Fabriqués à l'aide du fer Galbanisé avec un peu de céramique, ces foyers au nombre de 110 distribués à tous les ménages de cet écovillage pilote de 500 habitants, ont plusieurs avantages. Ce geste envers les ménages



vient s'ajouter à la longue liste des actions concrètes menées par le gouvernement et ses partenaires, en l'occurrence le PNUD, afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Les actions antérieures se résument entre autres, à la réalisation d'une mini-centrale solaire de 5 KWA pour l'éclairage public et l'accès des ménages à l'électricité, l'installation d'une plate-

forme multifonctionnelle hybride, la réalisation d'un forage, à l'aménagement des étangs piscicoles, et à l'appui en matériel pour lutter contre les feux de végétation et protéger, ainsi la forêt communautaire d'Ando kpomey de plus de 120 hectares. En rappel, un éco village, est un ensemble d'habitats de taille moyenne, où la priorité est de placer l'homme et l'environnement au centre de tous les intérêts. Actuellement le Togo compte 7 écovillages et ambitionne atteindre à court termes 10 autres d'ici 2025 et à long termes 500 d'ici 2050.

Avec vert-togo.com

Projet « New Generation »

L'ONG ADE offre des plants de cacaoyers aux jeunes d'Agou

L'ONG "Avenir de l'environnement" (ADE), veut redynamiser la filière café et cacao dans la région des Plateaux au Togo. Pour concrétiser cette idée, elle veut créer des conditions favorables afin d'attirer les jeunes Togolais à se tourner vers la filière.



● Vue partielle de M. Yao Tefe, le responsable de l'ONG Avenir de l'environnement et les jeunes coopératives bénéficiaires

Dans la matinée de ce lundi, l'ONG a procédé à une remise officielle de jeunes plants de cacaoyers à deux (2) coopératives de jeunes producteurs de cacao dans les villages d'Agou Adamé et Agou Nyogbo. Au total, 18 150 jeunes plants de cacaoyers installés en pépinière au mois de novembre 2020, ont été remis aux coopératives des deux villages. Interrogé par Vert-Togo, le responsable de l'ONG "Avenir de l'environnement", M. Yao Tefe, indique que cette activité s'inscrit dans le projet « New Generation Café Cacao ». Un projet piloté au Togo par l'ONG, avec l'appui technique et financier de l'Association Morija de Suisse. « New Generation veut promouvoir la formation professionnelle et l'auto emploi à travers l'implication effective des jeunes togolais dans la production de cacao et de cafés de qualité. Ceci tend non seulement à rajeunir la force de production, mais aussi à professionnaliser les jeunes producteurs, à créer des emplois pour les jeunes et en milieu rural, à amélio-

rer la qualité et la productivité ce qui permettra, in fine, d'accroître la production globale. » détaille-t-il à Vert-Togo. Avant de préciser « Nous avons fait un constat. Et le constat est que bon nombre des cacaoculteurs au Togo aujourd'hui ne sont plus en âge de travailler la terre. Et il faut obligatoirement avoir une relève prête à se lancer dans l'acquisition des espaces de cacaoyers et de caféiers afin d'en faire une activité. Conscient que les jeunes nécessiteux ne font pas grand-chose, nous allons les conduire, dans la mise en terre des nouvelles plantations, avec à la clé, la pratique de l'agroforesterie et l'équipement en matériel végétal. » Sakpa Kofi Michel, le président des Jeunes Planteurs Transformateurs de Cacao (JPTC) s'est réjoui du projet de l'ONG. Selon lui, ce projet aidera plusieurs jeunes de sa localité à s'adonner à la culture du cacao et du café. En effet, depuis un bon moment la filière café-cacao rencontre des difficultés. Cette situation a obligé le Conseil Interprofessionnel de la

filière café-cacao (CICC) à faire des échanges avec le conseil interprofessionnel du Cameroun, afin de bénéficier des expériences pouvant permettre au Togo de mieux orienter son secteur. Selon les responsables de la filière au Togo, si les jeunes ont tendance à abandonner le secteur, c'est parce que le prix fixé par l'extérieur n'est pas encourageant et tant que le gouvernement ne revoit pas cette situation le problème va perdurer. Surtout que le prix ne couvre même pas les charges des producteurs. La culture du café-cacao a longtemps représenté une part importante dans les exportations. Il constitue l'une des principales activités qui a touché depuis longtemps près de 40.000 ménages dans les régions des plateaux et centrale. À cet effet, il est important d'évaluer les opportunités de terres exploitables dans cette localité pour mieux accompagner les producteurs et ainsi sélectionner les jeunes en leur garantissant, la création d'emploi et de richesses.

Avec vert-togo.com

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

SHARP

Be Original.

ありがとう
KOTEN

Koten "Arigato" Thank You Fair
Sur Tous Les Produits SHARP

JUSQU'À
40%

Du
05 Mai
Au **12 Mai**



Boulevard De La Republique A Cote De La Station Total Marina,
Annex: Près Du Commissariat Du 4^{ème} Arrondissement
(+228) 93 29 61 17 / (+228) 91 77 76 90
electroworldfw@okitradng.com


ELECTROWORLD

CMJN



**SPECIALE
PROMOTION**

**1er
Mai**

**-40%
OFF**



Les Lunettes,
Votre Outil de Travail !

Sur Tout Achat de Verres et Montures
du 22 Avril au 22 Mai 2021

WWW.ODG.TG

+228 22 20 71 83 / +228 93 28 08 93

Mieux Voir, c'est Mieux Vivre !